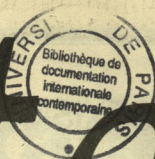


# le monde libertaire



Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

14 AU 20 MAI 1992

N° 871

10,00 F

RENCONTRE DE DEMI-FINALE L'OM-BASTIA

## L'enfer du stade

Le 5 mai, sur nos écrans TV, nous avons eu l'occasion de vivre en direct un nouveau drame du monde du football. Nul besoin des hooligans pour troubler la quiétude sportive, l'irresponsabilité de quelques dirigeants a suffi. Regard et vision parallèle.

L'ESPRIT marchand au plus vilain sens du terme a encore frappé dans le drame du stade Furiani à Bastia, en date du mardi 5 mai 1992. Nul besoin de revenir sur l'affaire selon un angle propre aux faits divers, les médias en ont assez fait. Penchons-nous sur cette extraordinaire capacité qu'ont eu les différentes autorités à envisager, et monter, une tribune de 9 000 places en l'espace d'une semaine. Stade de 10 000 places, Furiani a vu sa capacité presque doubler en deux jours. Un record à n'en pas douter. Un record, qui sans l'épilogue tragique que l'on sait, aurait pu être enregistré. 3 000 spectateurs corses qui chutent d'une hauteur de 20 mètres, c'est aussi un sacré palmarès. Un scandaleux palmarès, que certains - les

pompier de Bastia, en l'occurrence - avaient d'entrée de jeu, dit-on, mis en doute. Ainsi, des « experts », des responsables du club et autres gros bonnets ont pris consciemment le risque de laisser monter des centaines de spectateurs sur un édifice qui semblait indiquer un péril. Comment appeler cela ? Prétendre à de l'irresponsabilité, ce serait vraiment trop facile. Alors, conclure au crime ?... Cette lamentable histoire, bâtie sur le désir de « faire plaisir » au public corse, masquant mal l'envie d'accumuler les gains de la vente record, là aussi, des billets, rappelle d'autres histoires toutes aussi lamentables, notamment celle de l'éruption de la montagne Pelée, le 8 mai 1902, à la Martinique. En raison d'élections à venir, les autorités de l'île avaient renoncé à organiser une évacuation rapide de la ville de Saint-Pierre (naguère préfecture de l'île), alors que le volcan menaçait à tout moment d'entrer en éruption. Résultat : les 26 000 habitants, à l'exception d'un seul, furent ensevelis sous des tonnes de lave.

(Suite p. 3)



Mai 1985, le drame du Heysel. AFP

## EDITORIAL

### Battage

L'Europe de 93 préoccupe le petit monde politique. A gauche, dans les rangs du PS, on se tient à peu près, hormis Chevènement, qui en grognard de l'Empire français, rue dans les brancards. Au PC, c'est thorzénien à mourir. « A chacun son boche ! », litane bien connue à la Libération, revient sur le devant de la scène. A droite, Seguin, pour le RPR, et de Villiers, pour l'UDF, animent la Fronde de dernière heure pour embêter leurs chefs. Tout cela sent le recuit, car en vérité les jeux sont faits. Schengen est bien au Luxembourg, et les accords du même nom sont fichtrement bien signés. A part un hypothétique Le Pen (et encore !) et un plus hypothétique Marchais, on ne voit pas qui dans les rangs libéraux ou socio-démocrates viendra menacer l'Europe du capital, qui s'est dessinée.

Cette Europe, les anarchistes, pourtant si désireux d'internationalisme, n'en veulent pas. Se cloîtrer en un univers de richesses, alors que le reste du monde connaît les affres de la misère, ça n'est pas dans nos conceptions révolutionnaires et humanistes.

A l'internationale des banques nous préférons l'internationale ouvrière, partageuse de pain et d'espérance. Les fadaïses, on s'en passerait bien, à n'en pas douter, si on voulait bien couper le sifflet aux politiciens, à qui tout semble utile pour occuper l'avant-scène médiatique.

EX-YOUGOSLAVIE

## Les pacifistes contre l'hystérie nationaliste meurtrière

Radio Libertaire s'est entretenue avec des membres et des sympathisants, issus de diverses ethnies yougoslaves, du Comité de soutien au centre anti-guerre de Belgrade (sis au 32, rue Pierre-Nicole, 75005 Paris), à propos de la guerre civile et de la montée des fascismes en Yougoslavie.

Radio Libertaire : La situation en Bosnie paraît inextricable dans la perspective d'un découpage territorial ethnique.

Stanko Cerovich : Il n'y a pas de ligne de front. Le voisin tue son voisin. Ce sont des massacres sans arrière-projets politiques, même stupides. C'est une sorte de violence gratuite. Les nationalistes cherchent à tuer le maximum de gens avant d'être arrêtés. Les nationalistes serbes réclament 70% du territoire de la Bosnie, où Serbes et Musulmans sont mélangés. Les Croates sont plutôt en Herzégovine, sur la côte, que la Croatie voudrait annexer.

Radio Libertaire : Pourquoi définir les Musulmans comme une ethnie ?

T2137 - 871 - 10,00 F



S.C. : Ils sont « génétiquement » serbes ou croates, mais il y a une différence dans les mœurs, les traditions, la religion. Ils se sentent une identité propre. La différence entre Serbes et Croates est plutôt de nature religieuse : catholiques et orthodoxes. Leur langue est la même. Pendant le communisme, on est arrivé à des choses ridicules lorsqu'il fallait remplir des questionnaires administratifs : nationalité : Musulman ; religion : athée !

Radio Libertaire : N'est-ce pas une guerre de religions ?

Svetlana Slapsak : C'est surtout une guerre politique, qui s'exprime dans la religion, car il n'y a pas d'autres idéologies en ce moment. Le nationalisme a remplacé le marxisme. C'est aussi une guerre de conquête serbe, dont le discours est basé sur les termes de « dignité, honneur, histoire, tradition », qui n'ont aucun rapport avec la réalité.

S.C. : Le gouvernement musulman de Bosnie s'est comporté de manière plus sage

du fait de la situation objective du pays, mais les Musulmans détestent les nationalistes serbes et croates. Aujourd'hui, ils sont attaqués de partout, et ont créé des milices musulmanes.

Radio Libertaire : Comment se déroule la vie quotidienne ?

Nikola Petrovich : Les milices essayent de créer artificiellement des limites ethniques. Or, cette population était un exemple de fusion des peuples. Sarajevo était une des villes des plus vivantes de Yougoslavie.

Bosnie, ou en Voïvodine, au Kosovo, ou les communautés dalmates, qui sentent qu'ils seront les perdants du partage du pays.

S.C. : Les nationalistes n'admettent pas que la Yougoslavie ne soit pas une nation artificielle. Les peuples y sont très mélangés avec des dizaines de minorités. La guerre était donc inévitable.

Radio Libertaire : Comment le communisme a-t-il chuté ?

S.S. : Sous le régime communiste, la répression était individuelle. On ne pouvait

« Il n'y a pas de ligne de front. Le voisin tue son voisin. Ce sont des massacres sans arrière-projets politiques... »

Ceux qui ne sont ni Serbes ni Croates vivent désormais dans la peur, et les nationalistes tentent de se les rallier par la force.

Bozidar Slapsak : N'oublions pas les gens issus de mariages mixtes !

N.P. : Les Serbes et les Croates s'entendent sur un projet d'Etat-nation pour chacun, mais se battent sur le tracé des frontières. Entre ces deux blocs dominants, on trouve d'autres gens, comme les Musulmans de

pas s'exprimer autrement que dans le marxisme. Mais les nations pouvaient s'exprimer librement. Il y avait 6 langues officielles. Chaque nation avait des programmes sur la télé et la radio.

Radio Libertaire : Comment fonctionnaient les pouvoirs régionaux ?

S.S. : Dans chaque région, l'encadrement était composé par les quotas de chaque nationalité.

(Suite p. 6)

F.P. 2520



ANTISEXISME

# Quel intérêt ?

**Après une charge contre l'homophobie dans un de nos précédents numéros, notre camarade Vincent rouvre le débat de la « sainte virilité » en se posant la question de l'intérêt de la lutte antisexiste. Question hérétique ? Rien n'est moins sûr, suivant les angles choisis pour aborder le sujet.**

**L**ES FEMMES ne sont pas les seules à avoir intérêt à se débarrasser du fardeau de notre société patriarcale. L'utilisation du mot « intérêt » est loin d'être anodine, car en effet, il apparaît de plus en plus évident dans les milieux révolutionnaires, que l'intérêt que peut percevoir chaque(e) à accéder à un mode de vie nouveau est un atout supplémentaire dans la bonne fin militante des dits révolutionnaires, voire dans la bonne foi révolutionnaire des dit(e)s militant(e)s.

Et si l'on traitait du patriarcat vu par des hommes (et non les hommes), ou du vaste sujet des hommes et du masculin en général, loin si possible des ornières de l'hétérosexisme ou du masculinisme, afin de mieux cerner la mesure dans laquelle les hommes révolutionnaires ont un intérêt particulier à trouver dans la redéfinition des rôles, du leur en particulier ?

Nous avons la vision d'un monde où les hommes ont à gérer leurs rapports aux femmes en dépit du cadre patriarcal, tout comme les coopérateurs, collectivistes et autres mutualistes ont à gérer des rapports économique-commerciaux en dépit du système capitaliste qui les entoure.

On peut concevoir que des individus, sur des bases philosophiques d'éthique sociale puissent s'entendre pour vivre économiquement en accord avec leurs idées et s'auto-organiser en gérant (et en créant à leur mesure) leur mode de travail et leur rapport avec lui (ceci est aussi valable pour les squatts et la question de l'habitat). Pour ce faire, et ne pas s'enfermer dans une marge

autarcique, certains créent de façon affinitaire ou non des entreprises dites parallèles. Ce parallèle n'a de raison d'être qu'avant la Révolution sociale. Parallèle à un monde sans éthique économique mais duquel on ne se coupe pas stérilement. Parallèle parce qu'il faut apprendre à « composer » avec des banques qui elles ne le sont pas. Pourtant, certains camarades l'ont prouvé, une coopérative est viable et peut apporter aux gens qui la composent un moyen d'assurer leur pitance tout en maîtrisant leur rapport avec le travail « rentable » (sans pour autant échapper à l'aliénation qui en découle).

**« Peut-on "composer" avec le système quand il s'agit de rapports humains amoureux, sentimentaux et sensuels ? »**

Pourquoi n'en irait-il pas de même dans la gestion des rapports amoureux sur des bases non sexistes tout en vivant dans un monde qui lui est sexiste ? Etrangement, le transfert est moins facile que la dialectique ne pourrait le laisser croire. Car là entrent en jeu les sentiments humains qui sont eux liés à la culture : honte, culpabilité, humilité etc. On ne reprochera jamais à une entreprise son mode de fonctionnement pourvu que ses finances tournent, que les fournisseurs soient réglés, les clients satisfaits et le fisc repu. Un couple, une paire ou un groupe de



Avons-nous encore du temps pour répondre aux problèmes et questions. © M. Danlau/AFP.

gens vivant et organisant leur vie privée comme bon leur semble ont eux à faire face aux jugements, aux regards, choses inquantifiables mais pesantes. Peut-on vraiment (et si oui est-ce souhaitable) « composer » avec le système quand il s'agit de rapports humains amoureux, sentimentaux et sensuels ? Dans ces rapports-là, s'imposer tient plus du défi et de l'arrogance que de la « preuve par le fait » que l'on trouve dans les rapports sociaux.

La sexualité, c'est la somme de tout ce que peuvent physiquement faire des gens mis en contact avec d'autres. A cela, n'a de limite que le corporel. Au toucher, au caresser, au frotter, au pénétrer de soi-même ou de l'autre, n'est de limite, de barrière que le goût. La barrière varie donc d'un individu à l'autre sans autre considération que ce qui fait du bien et ce qui n'en fait pas ; tout le reste n'est que foutaise moraliste. Il convient toutefois de préciser qu'à partir du moment où le « se faire du bien » se pratique par au moins deux personnes, le plaisir doit être de même nature et issu d'un désir mutuel (ou consentement) sur des critères identiques et comparables, excluant de ce fait pédophilie et zoophilie.

Partant de ce principe de base d'une sexualité libre, librement consentie et sans tabous, peut-on mettre en parallèle subversion révolutionnaire et sexualité ? Ou, en renversant la dialectique, peut-on considérer avoir une sexualité révolutionnaire ?

Une fois définie la sexualité de par les critères du seul plaisir-désir, le reste du problème est de se mettre d'accord sur ce qu'est être révolutionnaire, ce qu'est vivre en révolutionnaire (sa sexualité entre autres), et comment se positionner dans une société qui ne l'est pas. C'est là que se place la notion de dissidence. La dissidence est différente du simple « état » révolutionnaire en cela qu'elle est d'abord perçue et voulue comme un schisme, une fracture au sein d'une société normalisée, (en l'occurrence

patriarcale pour ce qui nous intéresse) et revendiquée comme telle.

Ça n'est pas une question de sensibilité, mais d'intérêt pour un homme de renoncer à réfléchir sur la nouvelle définition des rôles et des rapports hommes/femmes ou hommes/hommes dans une société post-révolutionnaire non-patriarcale. C'est long et douloureux parce que renoncer au pouvoir masculin est perçu comme renoncer à être un homme au sens où nous le vivons aujourd'hui, c'est-à-dire tel qu'il a été défi-

**« La sexualité, c'est la somme de tout ce que peuvent physiquement faire des gens mis en contact avec d'autres. »**

ni pour nous par une culture morale normalisatrice oppressante à chaque instant et à tous propos, et que nous voulons anéantir afin de nous émanciper, hommes et femmes. D'où vient donc ce dilemme que vivent les hommes anti-sexistes ? Est-il si dur à un anarchiste d'apprendre à renoncer au pouvoir ?

*« Le pouvoir, c'est l'aphrodisiaque ultime ». Henry Kissinger.*

Certes, Kissinger parle en connaisseur des joies du pouvoir, lui qui est directement responsable de millions de morts napalmés au Viêt-Nam. Les civils que nous sommes sont en droit de s'inquiéter sérieusement quand un de ces messieurs qui font l'histoire se fendent de dévoiler le secret pour bander.

Que l'on soit chef ou que l'on se subordonne à lui n'entraînera pas de différence dans le fait d'être autoritariste. Un autoritariste c'est quelqu'un qui admet et revendique une société hiérarchisée. Or les anarchistes, c'est à peu de choses près la seule définition qui mette tout le monde d'accord, sont résolument anti-autoritaires.

Si l'on n'est pas difficile de démontrer que Kissinger n'est pas un camarade, en revanche, il est difficile d'expliquer ce qui nous fait refuser toutes les formes de pouvoir et de hiérarchie sauf une : le patriarcat.

Si l'on on peut comprendre qu'en pratique il n'est pas facile de renoncer à être viril pour ne plus être qu'un homme, c'est-à-dire ni plus ni moins qu'un humain mâle, et qu'on peut laisser du temps au temps (bien que ça fasse déjà longtemps) ; est-il acceptable, plus longtemps, qu'en théorie même les problèmes et les questions soient si mal assumées.

Renoncer au rôle dominant des hommes, c'est rejeter la fonction normalisatrice de la sexualité. C'est aussi renoncer aux définitions traditionnelles. Sans jouer à donner des leçons (à leur tour moralisatrices), être anti-sexiste, c'est aussi arrêter de raconter aux enfants qui posent des questions sur leur corps que leurs organes sexuels servent à faire pipi et à faire des bébés. C'est arrêter de leur dire que des amoureux, c'est un homme-une femme qui vont devenir papa-maman.

Si le patriarcat n'a de raison d'être que dans une culture de pouvoir et de sa supposée jouissance aphrodisiaque, le sexisme ne pourra être oublié que si l'hétérosexisme l'est aussi, car la phobie souvent violente et malade qu'ont les sexistes vis-à-vis des gays, lesbiennes et bisexuels ne tient que par la peur de la remise en question de l'image de rôles figés et reconnus. L'homophobie, c'est la peur de la disparition des normes. Si la peur entraîne des réactions violentes contre lesquelles il faut lutter, elle a ça de rassurant, c'est qu'elle annonce la fin de l'assise impériale de cette foutue Sainte Virilité.

Vincent

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : 49.29.98.59.

**Bulletin d'abonnement**

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

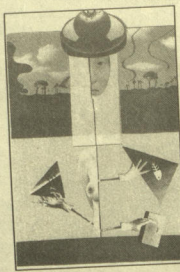
Nom ..... Prénom .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication : André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : Rotos de l'Île-de-France,  
20, rue de la Victoire, 93150 Le Blanc-Mesnil  
Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

**Edition de 8 cartes postales anarcho-féministes pour la Rencontre internationale anarchiste**

La commission « Femmes » de la Fédération anarchiste a édité, à l'occasion de la rencontre internationale anarchiste du samedi 2 mai à La Plaine-Saint-Denis (93), un lot de 8 cartes postales, dont voici un premier exemplaire ci-contre.  
A l'unité, une carte vaut 4 F. Le lot de huit coûte 25 F. Pour les commandes groupées : 5 lots = 100 F (20 F le lot) et 10 lots = 150 F (15 F le lot).



Procurez-vous l'affiche de la rencontre anarcho-féministe, *La Pierre de Damoclès*, réalisée par Edith Chariton. Cette affiche colorée, soulignant l'un des principaux thèmes de la rencontre internationale anarchiste du 2 mai, est vendue au prix de 25 F l'unité ; 20 F à partir de 5 exemplaires et 15 F à partir de 10 exemplaires.

Les cartes postales et l'affiche sont à commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les chèques sont à libeller à l'ordre de Publico.



# L'enfer du stade

(suite de la « une »)

En un intervalle de 90 ans, presque jour pour jour, le vil intérêt a reconduit au sacrifice de paisibles citoyens, ignorants du danger. Plus de 600 blessés dont une soixantaine touchés sérieusement, et une quinzaine dans un état critique, 13 morts... On pourra toujours accuser, rien n'y fera pour rendre santé et vie aux supporters des jeux du stade. En foot, le spectacle, depuis quelques années, n'est plus dans l'arène, mais sur les estrades. Une tribune flambe à Sheffield, faisant plusieurs centaines de morts. Auparavant, c'est le drame du Heysel à Bruxelles... Triste litanie ! La République se croyait à l'abri des drames d'outre-Manche et de la petite Belgique, c'est croire un peu trop facilement au « génie français », dont on a encore entendu causer, par la voix de Jacques Chirac, lors de la régates de l'America's cup. Si le « génie » s'exprime à tort et à travers, c'est bien en ces cocardières rencontres sportives, dont l'opinion

est abreuvée. Et, au mieux, les contre-performances de certains de « nos » athlètes et un drame comme celui de Furiani ne sont que l'expression de la connerie.

1902-1992, la connerie se porte toujours aussi bien. Un siècle d'instruction laïque, gratuite et républicaine de l'école maternelle aux bancs de l'ENA (c'est ici valable pour les préfets, hier de Saint-Pierre et aujourd'hui de Bastia) n'a rien effacé de cette quête confuse de la facilité des choses, d'un à-peu-près criminel dont le ressort est l'intérêt.

## A la lanterne !

Le drame de Furiani est l'expression d'un terrorisme capitaliste, doublée d'une forme de terrorisme d'Etat. Un terrorisme qui n'est pas véritablement calculé, mais que l'on sent confusément poindre. Certes, le but n'était pas le jeu de massacre... Certes, la mort n'était pas programmée. Elle s'est invitée. A-t-elle au moins payé sa place dans les gradins ? Mais tout de même, à qui

peut-on faire croire aujourd'hui que l'idée du drame, surtout après les préventions des pompiers, n'était pas dans les esprits. En quelque sorte, avant le match, cela s'est joué plus dramatiquement qu'à la roulette russe où il existe une possibilité sur cinq ou six (suivant le barillet) de se flinguer. A Furiani, la chance de rester debout était de une sur deux. C'était de l'ordre du « tombera, tombera pas ? ». Question qui n'est pas restée longtemps sans réponse, hélas.

On pourra toujours souhaiter qu'un tel drame ne puisse pas se reproduire. On le souhaite généralement toujours après pareil événement. Souvenez-vous de ce que l'on a dit au lendemain du Heysel. Souhait d'ivrogne, à n'en pas douter. Le système est ainsi fait que l'argent est le motif à toute bêtise.

Les coupables à la lanterne ! Si les Corses se cherchaient encore quelque motif de vendetta avec l'Etat français, en voilà un tout trouvé. Préfet, président du club, responsable de la société ayant en charge le montage de la tribune, « experts » négligents, maire (celui de Bastia ou celui de Furiani ?), et autres chefs de clans ayant un lien avec le stade sont autant de têtes de turcs qui devront rendre compte. La justice tranchera, dit-on pour la circonstance. On sait ce qu'elle vaut lorsque de gros bonnets sont impliqués dans de sales affaires : les responsabilités sont diluées, avec indécence, au travers des méandres de l'affaire en cours (suivant que vous soyez puissants ou fils de rien).

Il y a décidément des coups de pied au cul qui se perdent, qu'aucune cause de solidarité ne pourra faire oublier.

Claude Nepper  
(gr. de la Villette - Paris)

## Lettre ouverte à « National-Hebdo » à propos d'Henry Poulaille

Dans son n° 395 du 13-19 janvier 1992 (notre retard traduit notre manque d'empressement et d'assiduité dans la lecture de la presse d'extrême droite, bien évidemment...), National-Hebdo, sous la plume de Jean Mabire, publiait un étrange article vantant les mérites d'un « anarchiste au grand cœur », Henry Poulaille, à l'occasion de sa biographie écrite par notre compagnon Thierry Maricourt et parue aux éditions Mamyca au début de cette année. L'article fut remarqué par l'« Evénement du Jeudi » et de ses « journalistes », Yann Plougastel, dans un grand souci de l'honneur journalistique, en profita pour flétrir Poulaille, laissant supposer que ce dernier fut un fasciste durant la Seconde Guerre mondiale. Technique parfaitement au point de l'amalgame et de l'assimilation : je réussis à merveille le poulet basquaise donc je suis sympathisant de l'ETA, ou bien Poulaille a écrit dans le journal de Marcel Déat donc...

Réponses faites à l'« Evénement du Jeudi » par la famille Poulaille, l'écrivain Michel Ragon, par l'association des « Amis d'Henry-Poulaille » et nous-mêmes, se pose dorénavant le problème de la réponse à National-Hebdo. Nous ne pouvons en effet tolérer qu'un anarchiste subisse l'humiliation d'un article dans un tel torchon, nous ne voulons pas non plus nous abaisser jusqu'à prendre langue directement avec lui. C'est pourquoi nous publions une lettre ouverte dans le Monde libertaire.

Fédération anarchiste  
Groupe Henry-Poulaille  
145, rue Amelot,  
75011 Paris

Saint-Denis, le 29 avril 1992

Monsieur,

Lecture tardivement faite de ton article sur Henry Poulaille, et restant éberlué par les facilités mensongères par amalgame et par la tentative d'assimilation de la personne d'Henry Poulaille à la doctrine nazillonne qui sue de ton journal, nous n'aurons qu'un seul souhait : arrête un peu de nous cirer les pompes, arrête un peu de faire croire que les anars sont les copains, tu n'as ni à recevoir et ni à apporter à la littérature prolétarienne, rien à revendiquer des anarchistes et un seul compliment de ta plume est pour nous une injure et suffit à nous corrompre si nous ne répondons pas. Et nous avons cependant une passion pour le mépris des pisse-copies de ton calibre.

Le jour de la révolution sociale est peut-être plus éloigné que la prise du pouvoir par ton guide, mais nous n'aurons jamais de place dans ton système, nous le combattons comme Thierry Maricourt sait le combattre, sans rémission et sans relâche. Henry Poulaille aurait, comme nous avons l'honneur de le faire ici, vomir de dégoût et d'amertume d'avoir pu penser que nous avons de l'intérêt pour toi.

Oublie-nous, on te méprise, salut.

Le groupe Henry-Poulaille

## Reprise des conférences-débats de l'Union régionale parisienne de la FA

\* Vendredi 15 mai - 20 h 30

« Qu'est-ce que l'anarchisme ? » (présentation générale et énoncé des débats à venir).

\* Vendredi 22 mai - 20 h 30

« Histoire du mouvement anarchiste et aperçu des expériences autogestionnaires ».

Au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette (M° Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

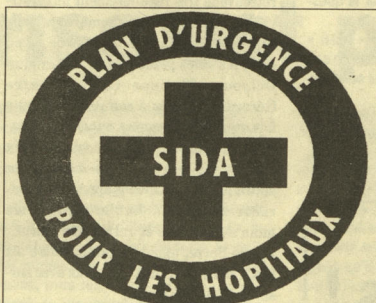
## SIDA

# Un plan d'urgence pour les hôpitaux

LE VENDREDI 22 mai 1992, Act Up-Paris organisera une de ses plus importantes manifestations, qui aura pour but de dénoncer la dégradation du système hospitalier de la région parisienne et la gestion désastreuse de la maladie par l'Assistance publique.

Depuis le début de l'épidémie, les associations de lutte contre le SIDA ont été confrontées à des cas de discrimination des sidéens en secteur hospitalier. Avec le doublement des cas de SIDA tous les deux ans, le système hospitalier répond de moins en moins aux besoins des malades. Cette manifestation n'a pas pour but d'accuser les services, les médecins, les infirmières et aides soignantes qui se battent tous les jours contre la maladie. Nous respectons leur travail et leur dévouement. Nous voulons simplement attirer l'attention de l'opinion publique sur les problèmes vécus par les malades et exiger de l'Assistance publique un réel plan d'urgence pour les hôpitaux.

Depuis 1981, plus de 12 000 cas de SIDA ont été recensés en région parisienne. En Ile-de-France, plus de cinquante nouveaux cas de SIDA sont diagnostiqués chaque semaine. Le nombre de séropositifs ayant recours à des soins à l'hôpital ne cesse de grandir. Pourtant, l'Assistance publique n'a consacré cette année qu'une centaine de postes supplémentaires aux services qui suivent les sidéens. Chaque année, la charge de travail s'accroît dans les hôpitaux, tandis que les effectifs stagnent ou diminuent. Les écoles d'infirmières sont vides parce que cette profession est mal rémunérée



et pas assez reconnue. A cause de ces effectifs réduits, c'est la vie même des sidéens qui est en danger.

### Un système hospitalier déstabilisé

Les effectifs ne sont malheureusement pas le seul problème. Aujourd'hui encore, la formation technique et psychologique du personnel hospitalier est toujours insuffisante. Les modalités du programme de formation actuel ne sont pas satisfaisantes : faute de temps et de compensation salariale adéquate (le personnel doit prendre sur son temps de travail - et délaissier les malades - ou effectuer des heures supplémentaires non rémunérées) peu de gens assistent à ce programme. Après onze ans d'épidémie, certains professionnels se plaignent encore de ne pas être assez formés

pour soigner les sidéens. C'est inadmissible.

D'ici l'an 2000, il faudra multiplier par cinq le nombre de lits accueillant les sidéens à l'hôpital. Les structures hospitalières sont débordées parce qu'elles ne sont pas conçues pour faire face à une épidémie d'une telle ampleur. Qui n'a pas entendu des témoignages d'attente dans les services pour avoir droit à une chambre ? Si actuellement la crise du SIDA déstabilise l'ensemble du système hospitalier, ce n'est pas en supprimant des lits que nous pourrions y faire face. Or, il semble que ce soit la politique de l'Assistance publique.

Pendant les périodes de vacances, les services VIH fonctionnent souvent au ralenti. Pour les sidéens qui ont la malchance de tomber malades au mois d'août, les soins sont catastrophiques. Il est impossible d'obtenir un lit, les médecins sont absents, l'administration atteint des records de lenteur. Est-il besoin de rappeler à l'Assistance publique que le SIDA n'a pas de vacances et que la prise en charge des malades est scandaleuse pendant les périodes de fêtes ou l'été ?

Les soins palliatifs restent réservés à une minorité de malades, alors que tout le monde s'accorde pour admettre l'importance de cette prise en charge. L'accompagnement à la mort, les soins pour les malades graves, le support psychologique pour les

malades et leur entourage doivent être généralisés. Les malades ont le droit de mourir avec respect et dignité.

### Développer l'hospitalisation à domicile

Il faut créer de nouvelles structures de soins et de modes de prise en charge des patients. L'hôpital de soirée permet à toute personne séropositive ou sidéenne de poursuivre une activité professionnelle normale tout en bénéficiant d'un suivi médical. A l'hôpital de jour, les horaires de consultations et les horaires de travail sont rarement compatibles. L'hôpital de soirée devrait donc être généralisé. Or, à Paris, il n'y a que deux services qui proposent des consultations de soirée (le mercredi soir uniquement). Les malades n'ont pas à choisir entre leur santé et leur travail.

Il faut développer l'hospitalisation à domicile. Certains soins ne nécessitent pas toujours une admission dans un service hospitalier. Non seulement les soins à domicile coûtent généralement moins cher qu'une hospitalisation courante, ce qui devrait être déjà un argument majeur, mais les malades pourraient ainsi échapper au traumatisme psychologique souvent provoqué par un séjour à l'hôpital.

Nous sommes conscients que ces problèmes sont souvent vécus par des malades touchés par d'autres pathologies. Les sidéens n'ont pas la palme des mauvais soins hospitaliers. Pourtant, cette situation dramatique, vécue par les personnes vivant

avec le VIH, peut servir de révélateur de ce qui se passe à un niveau plus large. Nous croyons que si nous pouvons faire pression sur l'Assistance publique pour que les services accueillant les sidéens soient mieux gérés, c'est l'ensemble du système hospitalier qui en bénéficiera.

Les associations de lutte contre le SIDA sont garantes des droits des malades. Nous sommes tenus de veiller à la qualité des soins qui leur sont donnés. Nous ne pouvons que dénoncer les responsables quand ils ne font pas ce qui doit être mis en œuvre pour assurer leur prise en charge. Toutes les associations doivent se mobiliser pour défendre les sidéens. Si nous n'agissons pas aujourd'hui sur ce problème, comment ferons-nous face au surpeuplement des hôpitaux demain ?

Nous exigeons : la sauvegarde du secret médical ; une augmentation significative des effectifs du personnel hospitalier ; une revalorisation du statut de ce personnel ; une réelle politique de formation en continu de ce personnel ; un développement de l'hôpital de soirée ; la création de services d'urgence pour les maladies infectieuses ; la garantie de l'hygiène et des programmes de nutrition dans les services ; une généralisation des soins palliatifs et des programmes de formation à l'accompagnement à la mort dans les écoles d'infirmières ; une facilité d'accès aux structures de soins à domicile ; une garantie de prise en charge à l'hôpital, même pendant les vacances.

Act Up-Paris



Associations

LA LIBRE PENSÉE

La Libre Pensée communique : « Les évêques ont collaboré avec Pétain : la Libre Pensée fera leur procès le samedi 20 juin 1992 ! »

Entre 1940 et 1944, les évêques catholiques ont soutenu pleinement le régime de Vichy, qui a détruit la République, l'école publique laïque et interdit le syndicalisme ouvrier et a institué le corporatisme par la charte du Travail.

Rappelons que ce régime a promulgué une législation antisémite d'inspiration catholique, qui a ouvert la voie à Auschwitz, a démantelé la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, a institué la milice qui a assassiné et réprimé féroce ceux qui s'opposaient au régime pétainiste.

C'était la revanche de l'Église sur la République, la démocratie et la laïcité. L'affaire Touvier, la protection de sa cavale par les prélatés pendant 40 ans, la grâce accordée par Pompidou à la demande de 23 dignitaires de l'Église catholique sont les suites logiques de l'action des évêques entre 1940 et 1944.

Le non-lieu décrété par la Cour d'Appel de Paris est la volonté manifeste de jeter le voile sur cette période pour notamment absoudre les crimes de Vichy et ceux qui les ont suscités et couverts.

La Libre Pensée refuse que le silence de l'oubli retombe sur ce passé. Les évêques ont des comptes à rendre, ils doivent les rendre !

C'est pourquoi, la Libre Pensée a proposé que se tienne le procès public des évêques avec un jury composé paritairement de laïques et de croyants pour juger de la collaboration de l'Église avec Vichy en invitant l'Église à venir présenter sa défense. Les évêques Decourtray, Lustiger et Duval ont accusé réception de notre courrier sans toutefois, à aujourd'hui, indiquer s'ils viendront à leur procès.

S'ils se proclament innocents de l'accusation portée par la Libre Pensée, qui pourraient comprendre qu'ils ne viennent pas présenter leur défense ?

La Libre Pensée appelle les républicains, les laïques, les démocrates, et tous ceux qui sont attachés à la vérité historique à parti-

ciper au « Procès public des évêques », le samedi 20 juin, à 14 h, au centre de conférence Panthéon, 16, rue de l'Estrapade (RER Luxembourg), 75005 Paris. »

**Fédération nationale de la Libre Pensée, 10/12, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.**

JOURNÉES DE L'ÉDITION LIBERTAIRE & DISSIDENTE

L'association « Des Libertaires éditent » organise du jeudi 14 mai à 20 h au dimanche 17 mai à 19 h, dans son local de Pantin, des Journées de l'édition libertaire et dissidente (entrée libre).

Au programme, il y aura cinq débats : - jeudi 14 mai, à 20 h : *La main de fer en Palestine - Histoire et actualité de la lutte dans les territoires occupés*, de Christiane Passevant et Larry Portis (éd. du Monde Libertaire). Présentation par les auteurs et par René Berthier ;

- vendredi 15 mai à 20 h : *Amérique ? Amérikkha ! - Un Etat mondial vers la domination et l'aliénation généralisée*, ouvrage collectif (éd. Acratie). Présentation par certains des auteurs ;

- samedi 16 mai, à 16 h : *Visages de la littérature prolétarienne contemporaine* (éd. Acratie). Présentation du livre par Philippe Geneste, son coordinateur, avec la participation de Michel Lequenne ;

- dimanche 17 mai, à 14 h, *Une Société à refaire - Pour une écologie de la liberté*, de Murray Bookchin (éd. ACL). Présentation par Daniel Blanchard et Hélène Arnold ;

- dimanche 17 mai, à 17 h, *Les Socialismes - L'histoire sans fin*, d'André Fontaine (éd. Spartacus). Présentation par l'auteur.

Outre les débats, une soirée « fête » : bouffe, musique et danse est prévue le samedi à partir de 21 h (bien qu'un service restauration soit assuré dès le vendredi soir).

Sans oublier la tenue de nombreux stands, ouverts le jeudi et le vendredi de 20 h à 23 h, le samedi de 10 h à 20 h et le dimanche de 10 h à 19 h. Seront disponibles les publications des éditions Spartacus, Le Monde Libertaire, Acratie, ACL, Nautilus, L'Impliqué, Traffic, Iztok, ainsi que les revues *Courant alternatif*, *le Monde libertaire*, *Noir et Rouge*, *Reflexes*. Les éditions La Brèche, Champ Libre, Arcantère seront représentées. La librairie lyonnaise La Gryffe tiendra également un stand.

« Des Libertaires éditent », 20, avenue Weber (M° Quatre-Chemins), 93500 Pantin.

ANPE : ARMÉE NATIONALE POUR L'EMPLOI

Le sabre après le goupillon !

À u prétexte de « guerre contre le chômage », Martine Aubry, fille de Jacques Delors et accessoirement ministre du Travail et de l'Emploi, devient en plus de ses fonctions : ministre guerrière et bien entendu militariste. Exagération ?

Depuis quelques semaines, les agents de l'ANPE reçoivent d'étranges consignes leur demandant de convoquer les jeunes chômeurs pour leur vanter les bienfaits de l'armée, les inciter à devancer l'appel ou, mieux, s'engager !

Ce n'est pourtant pas là la mission de l'ANPE. Cela ne fait pas partie de ses attributions.

En d'autres temps, le « seigneur » du III<sup>e</sup> Reich expliquait volontiers qu'il valait mieux un militaire qu'un chômeur. Cela coûtait moins cher, et un militaire ça obéit, c'est discipliné.

Assiste-t-on à la même démarche, en France, en 1992 ?

Est-ce là la traduction de l'engagement de François Mitterrand, en 1981, de ramener le service national à six mois ?

Les promesses électorales n'engagent que ceux qui les croient ; cela, nous le savons !

200 appelés réquisitionnés à l'ANPE

Mais jusqu'où iront-ils maintenant ?

Dans un premier temps, Madame Aubry-Delors, activiste du catholicisme dans le mouvement syndical, vient de décider au milieu des tentures de son bureau que 200 appelés du contingent « seront mobilisés » (c'est vraiment le cas de le dire !) pour aller aider les agents de l'ANPE, renforçant ainsi les dizaines de « demi-smicards » (les jeunes, employés en Contrat-Emploi-Solidarité) pour lutter contre le chômage. Il s'agira, précise le ministre, de diplômés (Bac + 4 et Bac + 5).

Certes, il n'est pas plus con d'être en service « civil » qu'au service militaire, mais s'agit-il d'une mesure antimilitariste ou d'une mesure militariste ? Poser la question, c'est déjà y répondre !

Après les appelés, qui viendra « aider » l'ANPE ? Les engagés ? Les officiers de carrière ? Les retraités de l'armée qui se gobeurent à nos frais ?

Qui assurera le caractère confidentiel des dossiers traités à l'ANPE ? Des agents soumis au secret professionnel (ceux de



l'ANPE) ou des appelés, soumis à la discipline et à la hiérarchie militaire ?

L'ANPE était déjà infestée de prêtres défrôqués, voire de prêtres ou de pasteurs exerçant toujours leur sacerdoce obscurantiste.

Après le goupillon, le sabre fait son entrée dans le service de l'emploi ! La boucle est bouclée. Le goupillon dans la bouche pour

nous étouffer, le sabre dans les reins pour nous faire marcher au pas.

Les syndicalistes libertaires et anarcho-syndicalistes de l'ANPE auront à agir contre ce triste projet et tout ce qu'il sous-tend.

Le Parti socialiste et ses supporters syndicaux laisseront un bien triste héritage à la jeunesse et à la classe ouvrière.

Delgado

Nouvelles du front

SOUTIEN AUX INSOUMIS PLUS FORT QUE DALLAS !

Dans la grande série des soap operas, le dernier feuilleton des réfractaires à l'armée en Midi-Pyrénées débute en décembre 1986 avec un procès d'insoumis dans le Tarn.

L'insoumis n'ayant pu se présenter pour cause de perte d'adresse par le tribunal, le jugement fut renvoyé à la Cour d'Appel de Toulouse. Depuis, nous nous retrouvons très régulièrement aux festivités organisées par la chambre spécialisée dans les affaires militaires, avec dans les rôles principaux : Dominique Delpoux, Philippe Laricq, Pierre Gérardin appelés à comparaître deux fois. François Wargnies, appelé à comparaître deux fois... dernier verdict : six mois de prison avec sursis et retrait du statut ; Bruno Bonnefoy, appelé à comparaître deux fois... dernier verdict : six mois avec sursis et retrait du statut ; Pierre Serre, appelé à comparaître six fois... dernier verdict : six mois avec sursis et retrait du statut.

Prochains épisodes : le 19 mai à Toulouse, à 14 h, procès en appel pour Pierre Serres. Ultérieurement, à Paris, procès en cassation pour François et Bruno.

Lors du dernier épisode du 3 au 5 décembre, sous le titre *D'un procès à l'autre, ou comment bivouaquer en hiver sans militaires*, nous avons campé trois jours devant le tribunal de Toulouse sous les cages des drôles d'oiseaux du groupe toulousain « Planète en danger ».

**PLUS FORT QUE MICKEY**  
Mettez-vous dans la peau d'un insoumis ! Vivez les aventures angoissantes et merveilleuses de vos amis Bruno, François, Pierre... au pays de l'insoumission ! Participez à l'ouverture du nouveau parc d'attractions « Insoumiland », place du Salin à Toulouse. Inauguration officielle, en présence du ministre (sous réserve), le mardi 19 mai 1992 à 15 h.

Nombreuses attractions : parcours de l'insoumis, jeu de massacre, tombola, lancer d'exocets, sans oublier en préambule à 14 h le procès *live* d'un insoumis (nombreuses places à gagner).

Insoumiland, place du Salin, Toulouse.

Accès : - par avion : aéroport Toulouse-Blagnac + navette ; - par train : gare Matabiau + bus n° 2 ou F ; - par autoroute : sortie Toulouse-Centre.

**LETTRE DE SOUTIEN**  
Vous pouvez rédiger une lettre de soutien suivant le modèle suivant : « Je me déclare solidaire des réfractaires Bruno Bonnefoy, François Wargnies, actuellement poursuivis, et demande l'arrêt des poursuites à l'encontre de tous les réfractaires à l'armée... »

L'envoi du courrier est important jusqu'au verdict, en général un mois après le procès. Déjà plus de 10 000 signatures de soutien ont été remises au tribunal pour les procès précédents. La lettre est à envoyer à : M. le Président de la Cour d'Appel de Toulouse, affaire Pierre Serres du 19 mai 1992, Tribunal de Toulouse, place du Salin, 31000 Toulouse.

**SOUTIEN FINANCIER**  
Chaque procès coûte aux environs de 10 000 F, c'est le prix à payer pour qu'il ne se déroule pas dans l'indifférence. Alors si vous le pouvez, un soutien serait le bienvenu : chèque à libeller à l'ordre d'APEL/soutien insoumis, et à envoyer au COT, BP 229, 81006 Albi cedex.

**Campagne nationale contre l'incarcération des réfractaires, contacts :**  
- Avis de recherche, BP 53, 75861 Paris cedex 18 ;  
- COT, BP 229, 81006 Albi cedex. Tél. : (16) 63.38.39.55 (répondeur).  
Permanence : mercredi de 17 h à 19 h au 26, rue du Docteur-Camboulives, Albi ;

- Minitel MOC : 3615 MOC.

BILLET D'HUMEUR

Enfin des masques de bandits !

Un habitant du département de la Mayenne vient d'inventer une nouvelle technique en matière de braquage de banque. Il s'est présenté à la caisse, le visage recouvert d'un masque à l'effigie du général de Gaulle.

Le succès a été total : le caissier lui a remis l'argent récolté durant la journée, sans marquer la moindre hésitation. On peut tirer de ce fait divers au moins deux enseignements.

Le premier : les hommes politiques, du moins si on sait les choisir, sont des braqueurs plus efficaces que les vrais, qui sont pourtant du métier.

Le second : ce fait divers ouvre des perspectives considérables à tous les pauvres, désireux de ne pas mourir de faim. La fameuse « reprise individuelle », pour laquelle tant d'anarchistes ont été contraints d'user de moyens plus durs, se fait désormais en douceur.

Il faut voir là un effet de l'évolution des mœurs. Depuis que nos élus sont des truands officiellement reconnus, soit qu'ils agissent dans le cadre du grand banditisme, comme Jacques Médecin, Maurice Papon, ou dans la délinquance en col

blanc, comme Christian Nucci ou Patrice Pelat, la notion de crime ou de délit s'est banalisée. Nous ne pouvons que conseiller aux pauvres, qui persistent à donner de la France une image négative, surtout auprès des touristes, aux portes des supermarchés, dans les couloirs du métro, de braquer les banques et les administrations, équipés, non pas d'une cagoule, mais d'un masque de M. Bérégovoy ou de M. Bernard Tapie. D'une part, les employés ont l'habitude de leur donner leur argent avec la meilleure grâce, d'autre part, s'ils venaient à être reconnus, ils seraient de toute façon blanchis.

Par souci d'humanité, nous leur demanderons de ne pas s'acharner inutilement sur leurs victimes, en les dégoûtant à la mitraillette, comme il a été fait pour M.M. de Broglie et Fontanet, ou en les noyant comme de vulgaires petits chats, comme pour M. Boulin.

Que diable ! Si le braquage nous paraît légitime, nous nous devons de rester des hommes ! Nous ne sommes tout de même pas des ministres !

Guimou de la Tronche



ENTRAIDE AU SEIN DU MOUVEMENT

# La Croix-Noire anarchiste en France (III)

(suite et fin du n° 870)

L'ABC a connu quelques succès assez spectaculaires au fil des ans. Une de ses meilleures réussites aura été la libération de l'anarchiste italien Goliardo Fiaschi. Après vingt ans de prison en Espagne franquiste, il avait été réarrêté et déporté en Italie, à cause d'une vieille loi remontant au régime fasciste. L'intervention de l'ABC a permis sa libération une semaine seulement après que les autorités italiennes l'aient pris en charge. Une campagne de protestation internationale menée par l'ABC a permis de sauver deux anarchistes irlandais, Noël et Marie (membres de l'ABC), de la peine de mort. Ils sont malgré tout toujours en prison après seize années de soutien. L'intervention de l'ABC a également aidé à la libération d'un activiste noir américain, Martin Sostre.

Il est arrivé que des directeurs de prison ou des juges admettent avoir été abasourdis par le poids du soutien international. Lorsque Brenda Christie (la compagne de Stuart Christie) a été arrêtée en Allemagne, le juge a déclaré qu'il n'avait jamais été envahi à ce

point par les témoignages de protestation venant du monde entier. En France, le juge en charge du dossier de Octavio Alberola et de Jean Weir a reconnu avoir fait une dépression nerveuse suite à un harcèlement identique...

## Faire circuler l'information

Le but original de l'ABC était d'agir en groupe d'autodéfense. Un réseau permettant de faire circuler l'information sur les prisonniers anarchistes, et la manière dont les gens pouvaient se rendre utiles dans le cadre du soutien et en fait, les inciter à prendre part dans la lutte. L'ABC est une organisation dynamique qui recherche continuellement à développer et élargir son champ d'activité. Elle essaye d'attirer l'attention non seulement sur les anarchistes emprisonnés mais aussi sur les prisonniers politiques de la lutte de classe, les internés psychiatriques et la population carcérale en général. L'ABC essaye de montrer les similarités et les différences entre ces différentes catégories de prisonniers, et de leur venir en aide d'une façon appropriée quand cela est possible.

Ce soutien peut prendre plusieurs formes : garder un contact épistolaire avec autant de prisonniers qu'il est possible, les visiter, trouver de l'argent pour leur procurer une aide matérielle, organiser des comités de soutien, mais aussi manifester sa solidarité en public. Les idéaux qui motivent les activistes de l'ABC sont la solidarité et l'entraide, en consi-



dérant les prisonniers comme égaux et comme des amis ou alliés potentiels. Toute relation avec un prisonnier est réciproque en cela qu'en échange d'un soutien, on peut obtenir une envie d'adhésion aux luttes qui restent le but commun : se libérer du système oppressif sous lequel nous vivons.

La prison ne sert à rien d'autre qu'à protéger les classes au pouvoir et, tout comme l'Etat, doit être abolie. L'ABC considère que c'est aux prisonniers eux-mêmes de prendre la décision d'un soutien ou d'une campagne en leur faveur. C'est en cela que l'ABC se montre différente des groupes libéraux et réformistes du genre Amnesty International.

Ces groupes cherchent souvent à prendre en charge les prisonniers dont ils s'occupent dans le but de se sentir moralement supérieurs. Les organisations comme Amnesty refusent de soutenir les prisonniers accusés d'actes de violence, ce qui sous-entend que quiconque prend les armes pour se défendre ou pour résister n'est pas digne de soutien. Le message est clair : ne pas résister. Le message de l'ABC est exactement à l'opposé : ce n'est que par la résistance que nous pourrions parvenir à la libération. Contrairement aux réformistes qui s'occupent de la question des prisons, nombre des militants de l'ABC ont fait l'expérience de la prison, et en tant qu'anarchistes nous avons tous à l'esprit qu'il est fort possible qu'il nous faille y passer quelque temps, et qu'à ce moment il nous sera utile à la fois d'être soutenus et de continuer une activité.

## Créer des ponts entre libertaires

En dehors du travail sur la prison, l'ABC participe d'une manière plus large dans les luttes pour lesquelles ces prisonniers sont tombés. Il y a un réel besoin pour que les anarchistes s'organisent s'ils veulent être efficaces contre la répression d'Etat qui, elle, est organisée. L'autre besoin, c'est l'engagement, l'implication, la mise en place de groupes de défense anarchistes comme l'ABC est un des éléments nécessaires dans la création et dans la continuité d'un mouvement de résistance anarchiste.

La section française de l'ABC essaiera donc de s'attacher à ces buts ; à long terme, nous espérons créer des ponts avec d'autres organisations de soutien aux prisonniers, tout en apportant notre aide aux prisonniers anarchistes en France et ailleurs. Nous sommes ouverts à tout individu qui souhaiterait prendre part dans cette tâche.

Louise

## « Alternative libertaire » un mensuel différent pour des lecteurs dissidents

Le groupe Humeurs Noires de la Fédération anarchiste s'occupe désormais, pour la France, des abonnements et de la diffusion du mensuel belge bien connu et apprécié : *Alternative libertaire*. Abonnement : 200 francs français (à l'ordre de l'ALDIR).

Groupe Humeurs Noires  
c/o ALDIR, BP 79,  
59370 Mons-en-Barœul.

**Anarchist Black Cross (section française)**  
c/o librairie  
du Monde Libertaire,  
145, rue Amelot,  
75011 Paris.

REGARD SUR LES ÉMEUTES AMÉRICAINES

# De Los Angeles à Mantes-la-Jolie la crise est partout la même

L'ORDRE règne de nouveau : 60 morts, 2 300 blessés, 12 000 arrestations, voici les chiffres des trois jours d'émeutes.

Les grands moyens ont été employés : chars, qui avaient encore leur couleur sable du Golfe (Colin Powell, chef des armées, a été chargé de la « conduite des opérations » de retour à l'ordre) ; 20 000 militaires déployés dans les villes et le couvre-feu dans trois d'entre elles. Le militaire est, pour les Etats-Unis à l'intérieur et hors des frontières, le principal instrument de gestion des crises et de recherche de résolution des conflits.

Ces émeutes sont la conséquence de deux phénomènes :

- une société américaine où l'écart entre les riches et les pauvres, où le chômage, l'absence de protection sociale, la ghettoïsation se développent ;
- au conflit social s'ajoute le conflit racial. Les ségrégations et le racisme n'ont jamais cessé, que ce soit dans les institutions publiques (police, justice, administrations) ou dans les discours politiques.

Avec Reagan et Bush, aucune mesure en faveur des défavorisés n'a été prise. Au contraire ! Depuis dix ans, c'est le retour en force des bataillons conservateurs, voire réactionnaires et nationaux-populistes. On le voit bien avec le succès de Duke, l'ancien chef du Ku-Klux-Klan de

Louisiane, avec celui de Buchanam, le concurrent républicain de George Bush, ou encore avec le retour des mouvements anti-avortement.

Le résultat du procès des quatre policiers ayant agressé un automobiliste noir a agi comme un détonateur. Ce fut la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. La communauté noire et aussi, rapidement, tous les exclus ont réagi d'une manière commune. Emeutes, pillages, appropriation des biens de consommations, tirs et violences contre les « commerçants », quelle que soit leur origine (les images des Coréens se défendant en tirant, pour être spectaculaires qu'elles soient, donnent une image fautive de la réalité) ont soudé la population.

## Renaissance d'un mouvement d'auto-organisation

La mise en accusation des méthodes policières et de la justice vis-à-vis de la communauté noire ne date pas de ce procès. Entre 1960 et 1970, la lutte des Noirs pour les droits civiques revendiquait déjà cette première mesure d'égalité de traitement de tous les habitants américains, et ce fut une des raisons de la fondation des Blacks Panthers. Pendant plus de dix ans, le gouvernement américain fera tout pour criminaliser et détruire ce mouve-

ment de libération sociale, emprisonnant et tuant ses leaders.

Les émeutes de Los Angeles peuvent-elles être les prémices à une renaissance d'un mouvement d'auto-organisation, d'ébauche d'un projet émancipateur ? Rien n'est moins sûr. Les fractures dans la société américaine sont beaucoup plus aiguës qu'il y a vingt ans ; la ghettoïsation et l'exclusion ont produit des « organisations criminelles » liées à la drogue, qui ne laisseront pas se développer un mouvement social qui risquerait de détruire leur pouvoir. Le pouvoir joue sur les divisions entre les communautés, qu'il a lui-même mis en place par ses politiques sociale et économique, par la politique des ghettos.

« Justice now ! » Ce slogan lancé par les manifestants américains, on l'a entendu ici aussi, lors des procès Malika à Bobigny et Thomas Claudio à Lyon au mois d'avril. L'ironie des journalistes français sur les méthodes policières américaines, sur la justice a de quoi laisser rêveur, quand on voit le peu d'échos que cela a en France sur les résultats des procès opposant victimes de crimes racistes et sécuritaires et responsables policiers.

Lors de ces procès, les victimes se sont retrouvées accusées, et les policiers, dont le « droit de tuer » a été reconnu d'utilité publique par Pasqua en 1986 et

par Marchand en 1991 (1), sont devenus des victimes.

Certes, si la violence policière n'a pas atteint encore celle pratiquée aux Etats-Unis, elle est devenue ici aussi l'instrument essentiel pour faire régner l'ordre.

## Les mêmes causes en France

Aux mêmes causes, les mêmes effets. Badinter qui, dans le *Nouvel Observateur*, parle d'une « justice américaine qui en refusant de condamner les policiers cessait d'être celle des Etats-Unis pour devenir la justice des Blancs, c'est-à-dire une anti-justice, un instrument de domination et d'oppression d'une race par une autre », et qui voit « les causes des émeutes de Los Angeles dans la formi-

dable inégalité et le racisme qui rongent les Etats-Unis » ne fait aucun rapprochement avec la situation française.

Le Nouvel ordre international se traduit donc, pour les pauvres et les opprimés, partout de la même manière : exclusion, racisme, ségrégation, ordre policier et militaire.

L'émergence d'une « conscience nationale » des exclus de la planète doit se faire jour, et la solidarité, même symbolique, orchestrée le dimanche 3 mai devant l'ambassade des Etats-Unis à Paris était là pour l'exprimer.

Cherokee (Reflex)

(1) Ce fut le cas en 1986, lors des affaires Loïc Lefèvre et W. Normand, et en 1991 à Mantes-la-Jolie, lors du meurtre de Youssef.

## Journée de débats & de vidéos sur le thème : « Meurtres racistes et sécuritaires »

Le samedi 30 mai à partir de 14 h aura lieu au 14, rue de Nanteuil, une journée de débats et vidéos autour des « meurtres racistes et sécuritaires », suite à la parution de la brochure *L'Etat assassine*, de Parloir libre et *Réflexes* (prix : 20 F, à commander à l'association Réflex, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).



# Les pacifistes contre l'hystérie nationaliste meurtrière

(suite de la « une »)

**S.S.** : Les dirigeants nationalistes se servent désormais de cet appareil de propagande. La guerre actuelle est une guerre de stéréotypes, commencée il y a cinq ans, et basée sur des interprétations stupides et triviales de l'histoire.

**B.S.** : A partir de 1985, l'idéologie communiste s'est vidée. Un nouveau corpus d'idées a été utilisé pour contrôler le pouvoir. L'idée nationaliste est simple et efficace.

**S.C.** : La Yougoslavie est présentée comme une idée communiste et le nationalisme comme le sauveur du désastre.

**France Petrovich** : On parle de chute du communisme mais les apparatchiks sont toujours là, jusque dans les mairies, et ils ont inventé le nationalisme pour le substituer au marxisme.

**N.P.** : La structure du pouvoir est restée la même, à Zagreb comme à Belgrade, ce qui est loin du fantasme : la démocratie croate contre le bolchevisme serbe. Après la chute du Mur de Berlin, on a cru que ce système pouvait évoluer d'un façon soft. Mais les systèmes ne se détruisent que par des révolutions. Evidemment, le mot « révolution » est refusé par les Yougoslaves. Mais face à la réalité, il faut détruire les anciennes structures.

**S.C.** : Les noms sont changés, mais les mêmes hommes sont restés au pouvoir. Il est difficile de trouver des remplaçants, car peu de gens ont l'expérience du pouvoir. Ce sont donc des gens qui ont été choisis dans la perversion communiste. Pour devenir académicien, il fallait collaborer au moins vingt ans pour avoir le semblant d'une aura indépendante. Le communisme se décharge dans un mouvement populiste. En Serbie et en Croatie, ce sont les « bas-fonds » qui dirigent.

**F.P.** : Tous ces gens des gouvernements serbes et croates sont des corrompus, des incapables et des abrutis. Le dernier misérable de

l'Afrique garde une dignité humaine ; en Yougoslavie, les gens sont détruits intérioriquement par ce phénomène. Cependant, un comité anti-guerre s'est créé à Belgrade pour aider les déserteurs et les insoumis. Ils ont fait des manifestations. Mais c'est dangereux, car ils sont considérés comme des traîtres. Leurs locaux ont été détruits par un attentat à la bombe en novembre 1991. A Paris, s'est créé un comité pour les soutenir, mais la communauté yougoslave est fractionnée par les nationalistes. Le comité de Belgrade a lancé une action d'envergure pour une amnistie pour les déserteurs,



relayée à Paris. Le comité organise un réseau de soutien matériel aux déserteurs et insoumis. En France, l'asile politique leur est refusé, au contraire de l'Allemagne et des Pays-Bas (1).

**S.S.** : La Macédoine s'est déclarée « pacifique » dans sa constitution et a chassé l'armée yougoslave sans en créer une nou-

velle. En Serbie, le mouvement pacifiste est assez fort, mais affaibli par l'exil de 200 000 jeunes, fuyant la mobilisation. En Bosnie-Herzégovine, le mouvement est assez important et implanté dans toutes les classes sociales. Il y a de petits groupes en Croatie, où il est très difficile de se déclarer pacifiste. En Slovénie, il y a une tradition pacifiste : un

institut des études pacifistes s'est créé deux jours avant la guerre entre l'armée fédérale et les Slovènes. Depuis la fin de cette guerre, avec l'arrivée des réfugiés, le mouvement slovène s'est développé. Il s'est développé avec, notamment, l'organisation des femmes, « Le Silence tue, parlons contre la guerre », qui allume, chaque soir, des bougies en place publique.

**S.C.** : La fin de la crise se déroulera à Belgrade, où la seule vraie opposition politique est le mouvement pour la paix. Sous le régime communiste, Belgrade était le centre de l'opposition libérale, la ville où les gens étaient les plus tolérants. Ce charme a disparu. Les dissidents de l'époque se retrouvent dans le mouvement de la paix.

**S.S.** : Les Albanais du Kosovo font une résistance gandhienne de désobéissance, basée sur les structures tribales, où la femme albanaise a pris une grande dimension.

**Radio Libertaire** : Quelles sont les perspectives ?

**S.C.** : Avec l'ultimatum des Etats-Unis, on s'approche du dénouement. Il est probable que la Serbie va refuser et va s'affaiblir. Le régime serbe tombera peut-être par une guerre civile intérieure, courte mais sanglante, car le fascisme règne partout dans la société. Après, les républiques pourraient être obligées de créer une sorte de confédération avec une entité supranationale commune.

Propos recueillis par Xavier Merville (groupe Ubu - Paris)

(1) Les déserteurs et insoumis ne peuvent être reconnus comme réfugiés, au sens de la Convention de Genève, que s'ils ont fui l'armée pour des raisons politiques, ethniques, religieuses ou pour leur appartenance à un groupe social persécuté. Cette convention onusienne n'est donc applicable, du fait de son origine, qu'aux persécutions émanant des Etats. La Serbie se considère comme étant la Yougoslavie et ne parle que de guerre civile. Elle exerce les prérogatives de la Yougoslavie à l'ONU, qui a reconnu la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Et seule la Bulgarie a reconnu la Macédoine.

Reconnaître que l'armée « fédérale » exerce les persécutions sur les déserteurs et insoumis, c'est reconnaître la Yougoslavie, et donc entériner la guerre de conquête de la Serbie. Le gouvernement français devrait donc reconnaître la Serbie et la Macédoine. Mais les socialistes français sont des jacobins dans l'âme...

**Conférence-débat « Médias, pouvoir et guerres : les critiques des journalistes sont-elles crédibles ? »**

A l'occasion de la sortie du livre de Michel Collon, *Attention, médias !* (sous-titré : *Les médiamensonges du Golfe. manuel anti-manipulation*), l'association « Alerte » et les éditions EPO vous invitent à une conférence-débat sur le thème : « Médias, pouvoir et guerres : les critiques des journalistes sont-elles crédibles ? »

• Après Timisoara, la guerre du Golfe. Et après le Golfe ?

• Comment se fabriquent les médiamensonges ?

• Que peut le public face aux médias ? Avec Michel Collon ; René Dumont, auteur du livre *Cette guerre nous déshonore* (Seuil) ; Mathieu Glayman, journaliste (membre de l'association « Les Pieds dans le PAF ») ; Hamida Na'ana, journaliste et écrivain et Gilles Perrault, auteur du livre *Notre ami le roi*.

Vendredi 15 mai - 20 h 15  
Ecole normale supérieure  
(salle Dussane),  
45, rue d'Ulm, 75005 Paris.

## ALLEMAGNE

# Le Rote Flora de Hambourg

**P**ETITE histoire d'outre-Rhin... à se raconter un soir de découvrage (ça arrive !) pour se confirmer qu'on n'est pas seul à bouger...

Petite histoire de Hambourg, tout là-haut...

Petite histoire d'Altona, son quartier alternatif, celui de la Hafenstrasse. Mais bon, y'a pas que la Hafenstrasse à Altona ! Y'a aussi Schulerblatt (La Clavicule !), une rue bien sympa... Et dans Schulerblatt, y'a le Rote Flora (Le Flora rouge). Et nous y voilà !

Le Flora n'a pas toujours été rouge. A l'origine, c'était un petit théâtre privé, racheté dans les années 80 par la ville. En 1988, le Sénat de Hambourg conçoit un projet grandiose sur son emplacement, Das Phantom der Oper, alias le Neue Flora : 2 000 places à 180 F l'entrée, dans un quartier qui ne compte plus les problèmes en tout genre (chômage, logement, intégration...).

Une résistance large s'organise (groupes du quartier, autonomes...). C'est une demi-réussite : le Neue Flora doit se déplacer deux rues plus loin. Qu'à cela ne tienne, pour faire pendant à ce Phantom, en novembre 1989, une bande d'irréductibles occupe le « vieux » Flora et le baptise Rouge. Le Rote Flora veut « élaborer une contre-culture qui rattaché politique et culture : projec-

tions de films, concerts, expos, théâtre, lectures publiques et un café permanent », dans lequel on ne sert pas d'alcool. Il accueille également différentes initiatives : groupes antifascistes, féministes, mouvement de squatters, mais aussi les groupes musicaux qui désirent répéter dans la cave, ou encore un groupe de motards.

Le Sénat de Hambourg a évidemment d'autres projets... A défaut de ne pouvoir raser ce « centre culturel », il décide de construire sur l'emplacement du parc qui l'entoure... des logements sociaux ! Alors que de nombreuses maisons de la rue auraient besoin d'être rénovées et que ce parc reste l'espace vert du coin !

### Sauver le parc

Pour l'équipe du Rote Flora, le parc fait partie de son initiative. Entre janvier et juillet 1991, de nombreuses actions (pétitions, occupation du parc, dénonciation des entreprises travaillant sur le projet...) rassemblent non seulement ceux du Rote Flora, mais aussi beaucoup de gens du quartier, autour d'une volonté : « Le parc restera vert, le Flora rouge ! ».

La réaction ne tarde pas : le 23 juillet 1991, à 4 h du matin, 500 personnes sont confrontées à 1 500 flics,

6 jets d'eau et de nombreux véhicules d'évacuation. Les jours suivants, le Rote Flora est cerné, Schulerblatt bloquée, de nombreux militants étroitement surveillés... La solidarité s'organise (concerts, manifs...) et surtout, chaque jour, des groupes toujours plus nombreux forcent les barrages et se rendent au Rote Flora. Celui-ci tient bon !

Depuis, plus de barrage. Le pouvoir a changé de tactique. Il utilise ses flics et sa justice.

Ses flics : depuis 1988, une soixantaine d'agents « spéciaux » ont renfloué les commissariats du quartier. Ces flics en civil (et beaucoup moins repérables qu'en France) fonctionnent en entité indépendante, chargée d'agir « contre les actes de violence motivés par la politique ».

En mai 1990, une des leurs infiltre le Rote Flora pour six mois...

Sa justice : le 29 juillet 1991, Ralf et Knud, tous deux investis dans le Rote Flora, sont arrêtés. Quatre flics jurent les avoir vus poser des barres de fer sur une voie ferroviaire à grand trafic. Pourtant, ce jour-là, les deux étaient au café, avec des amis...

Ils sont restés six mois en prévention. Leur procès a commencé le 27 janvier 1992. Ce n'est pas seulement leur procès. Il est clair que c'est celui de tous ceux qui se sont opposés aux projets du Sénat depuis 1988. C'est pourquoi, ici, toutes les

forces alternatives se concentrent pour faire échouer cette tentative, si caractéristique du pouvoir, de criminaliser : manifs, concerts de solidarité, conférences de presse, occupation du tribunal...

### Plus rouge que jamais

Mais pour Ralf et Knud, comme pour tous ceux du Rote Flora, « le Rote Flora n'est pas seulement une résistance à la logique d'exploitation capitaliste, c'est aussi un essai de réaliser notre utopie, qui est celle de l'égalité des droits pour tous et du droit à l'autodétermination pour chacun ». C'est pourquoi, parallèlement, le Rote Flora est plus vivant que jamais. Une trentaine de personnes y sont quotidiennement investies. Une équipe s'est chargée de retaper et d'améliorer le local. Un plenum se réunit toutes les semaines, et tente de mieux cerner les projets à court et long termes.

Les concerts tournent, le café est ouvert tous les jours, les différents groupes politiques travaillent.

Même si du parc il ne reste aujourd'hui plus rien, même si tous sont préoccupés du sort des deux compagnons boucs émissaires du Sénat, le Flora, lui, reste rouge !

Annie (Hambourg)



DÉCOUVERTES

# Pour que se poursuive l'élan vers la littérature scandinave

**P**EU connu en France, Tarjei Vesaas (1897-1970) est pourtant considéré comme l'un des plus grands écrivains norvégiens. Les éditions Plein Chant lui avaient consacré un *Cahier* en 1985 (1). Quand on connaît la rigueur et la qualité de leurs choix éditoriaux, on ne peut que s'intéresser à cet auteur. Elles avaient également réédité *Les Oiseaux*, il y a quelques années... Un roman surprenant, qui, s'il ne se passait pas dans un endroit perdu de la Norvège, pourrait avoir été signé par Kafka. Le personnage principal est un « simple d'esprit », qui est convaincu que les oiseaux s'adressent à lui. Un sujet peu courant dans la littérature, que Vesaas traite avec beaucoup de talent, de pudeur, au point que son « anti-héros » parfait est investi d'une sagesse exemplaire.

« Vesaas questionne le lecteur sur un certain nombre de problèmes. »

Aujourd'hui, ce sont les éditions Flammarion qui publient un autre roman de Vesaas, *Le Germe*, écrit en 1940. Etrange livre, encore une fois. Tout se tient. Tout est crédible. L'auteur ne donne pas dans la SF, mais pourtant le lecteur éprouve une drôle d'impression : celle d'évoluer dans un monde trop semblable au sien pour qu'il n'y ait pas d'anguille sous roche. L'anguille, à nouveau, c'est cette espèce de folie qui s'empare de toute la population d'une île lorsqu'un inconnu, qui se révélera lui-même fou, commet un meurtre. Quelque peu dépassés par l'événement, et en même temps emportés par lui, les uns et les autres se jettent à sa poursuite. *L'Étranger* de Camus revient en mémoire au long de cette course insensée. Vesaas questionne le lecteur sur un certain nombre de problèmes : la responsabilité individuelle et collective, la ven-

geance, le droit ou non de tuer... Belle condamnation, me semble-t-il, de la peine de mort.

Pour ceux qui souhaiteraient connaître mieux non seulement Tarjei Vesaas mais encore la littérature norvégienne, danoise ou suédoise, signalons le remarquable travail d'un petit éditeur nouveau venu, L'Élan (2). Outre son second numéro de l'Année scandinave, répertoire de tout ce qui s'est fait en France, en 1990, de scandinave comme le titre l'indique, en littérature et en cinéma, il vient de publier un recueil de nouvelles, essentiellement norvégiennes, intitulé *De Christiana à Oslo*.

On y retrouve Vesaas, mais aussi Bjørnstjerne Bjørnson (le Hugo du Nord, prix Nobel en 1903 et auteur d'un drame que les anars « individualistes »

au début du siècle aimaient souvent citer, *Au-delà des forces*), Johan Bojer (auteur prolétarien et autodidacte, très connu dans l'entre-deux-guerres et bien oublié, en France à présent), Knut Hamsun (qui commençait bien, avec *La Faim* que Mirbeau préfaça, et qui a malheureusement mal tourné)...

Signalons également, chez le même éditeur, un roman de Per Hansson, *Un Homme sur dix doit mourir*, contant la vie de l'équipage d'un navire. « ... *Un vibrant hommage à ceux qui ne finissent pas la poitrine couverte de médailles et dont ne parlent pas les livres d'histoire* », écrit-il en quatrième de couverture. Plutôt sympathique, non ?

Dans son catalogue, Denis Ballu fournit quelques-unes des raisons qui l'ont incité à devenir éditeur. Citons donc celle-ci : « Dans un monde où se ravivent chaque jour les problèmes d'exclusion, les diffi-

cultés à supporter les autres, où la xénophobie revient au galop, il importe de ne pas tomber dans les pièges qu'on nous tend et, pour les dénoncer, on peut se faire éditeur. »

Il n'est pas interdit, bien au contraire, de soutenir une telle démarche, d'autant plus, ce qui ne gâche rien, que les ouvrages publiés par L'Élan, sous leur couverture crème et bleu, sont bien agréables à regarder (avant d'être lus).

Thierry Maricourt

(1) Plein Chant, 16120 Bassac.  
(2) L'Élan, 9, rue Stephenson, 44000 Nantes (catalogue sur demande).

ESPERANTO

## A la recherche d'une dimension mondiale

Le 25 juillet 1987, la langue esperanto a eu 100 ans. Elle va donc entrer dans sa cent-cinquième année. Durant tant (ou si peu) d'années, dans la plupart des langues utilisées à la surface du globe, un nombre considérable de brochures a été édité, pour mettre en relief les avantages du projet du docteur Zamenhof. Les arguments sont en général classiques et mettent en avant les qualités positives et rationnelles de l'esperanto : simplicité de sa grammaire, richesse de son vocabulaire, facilité d'apprentissage, création d'une littérature internationale originale, possibilité de communication planétaire...

Malgré ces indéniables qualités, l'esperanto se heurte à de fortes résistances : incompréhension, moqueries, hostilité parfois... pour ne pas parler des persécutions, dues essentiellement au stalinisme et au nazisme.

Un homme s'est particulièrement penché sur les causes de ces blocages. Il s'appelle Claude Piron, et il habite Genève. Il faut dire qu'il était particulièrement bien placé pour étudier les oppositions à l'esperanto. Après avoir été interprète à l'ONU et à l'Organisation mondiale de la santé (français, anglais, allemand, esperanto, chinois), il est maintenant professeur à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'éducation de l'Université de Genève. Il exerce également la profession de psychanalyste.

Au-delà des arguments classiques, il a « découvert » quelques-unes des motivations profondes qui s'opposent à la simple idée d'une langue internationale entièrement créée par l'homme. En vrac il identifie une névrose collective, la peur de la régression infantile, la peur de l'hétérogénéité, la défense du statu quo... Tout ceci lumineusement et simplement expliqué dans une brochure que vient de publier SAT-Amikaro. La lecture en est enrichissante. Claude Piron est un homme d'esprit dont la fréquentation rend plus intelligent. Pourquoi s'en priver ?

Yves Peyraut

N. B. : Communication linguistique, Claude Piron, éditions SAT-Amikaro, Paris. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 30 F.

## Ciné sélection

# Du cœur et du corps : le 14<sup>e</sup> Festival de films de femmes de Créteil



Les triomphes : c'était Bernardette Lafont et notre vieille jeune Nouvelle Vague, avec Anna Karina, présidente du jury ; c'était aussi Monica Vitti absente, mais présente d'une voix rauque et chaleureuse avec son premier et dernier film (d'après ce qu'elle dit) *Scandalo Segreto* ; c'étaient les voix, les sons des langues d'Afrique et la musique de Mizike Mama, concoctés entre mamans noires, filles et fils de mariages mixtes, captés au vif par Violaine de Villers (meilleur long métrage documentaire) ; c'était bien sûr *Le Petit chat* est mort de Fejria Deliba (en alignant tous les titres, prix et palmares, on arrivera sûrement à fournir une liste aussi longue que les dix minutes de son film !), mais aussi *Scènes de ménage* de Claire Simon (meilleur court métrage français) où Miou Miou se fait des scènes de ménage imaginaires à elle-même en nettoyant le four (« *Je vais le tuer* »), en repassant (« *Il me trompe* »), en passant l'aspirateur (« *Je vais me suicider* »). C'est drôle. Miou Miou est parfaite. C'est bien filmé. Chaque fois un film de 4 minutes. C'est parfait aussi pour la durée. Mais aligner dix petits films sur ce thème créa la lassitude auprès de tous ceux qui connaissent par cœur les gestes qu'elle accomplit, donc gare à la répétition. Bref, ces courts métrages étaient trop longs.

Les enthousiasmes : c'était la nouvelle section « Les Européennes », où des cinéastes confirmés « patronnent » de nouveaux talents. Agnès Varda, présente avec *Jacquot de Nantes* dit le plaisir qu'elle a eu à découvrir les films de Diane Bertrand et de Daisy Lamotte. Section qui permettait aussi de revoir des films-phares comme *Le garde du corps* de Suzanne Osten. Sur fond d'attentat perpétré contre un premier ministre, Suzanne Osten (suédoise), nous entraîne dans un film au montage vertigineux. Des bandes d'actualité défilent sur l'écran. De droite à gauche, on marche au pas ; le plan change et nous voyons les mêmes personnes marcher au pas, mais traversant l'écran de gauche à droite. Choc. Coupure. D'autres marchent encore. D'autres tombent. Un noir et blanc strié de sépia, bleuté lors des émeutes de Saint-Petersbourg se fait noir, menaçant, quand les protagonistes du film se glissent en catimini dans les représentations des manifestations et leur répression.

Fatalité ? Anarchisme, terrorisme, révolution ? La violence appelle la violence ? La terreur appelle la terreur ? *Film* en noir et blanc, magnifique : l'histoire, c'est l'adaptation d'un roman de Ricarda Huch, *Le Dernier été*. « *J'ai décidé*, dit Suzanne Osten, que cette histoire écrite en 1910 pour répliquer aux deux révolutions qui venaient de se dérouler en Russie et bien qu'étant une des criptions de la famille et du terrorisme du début du XX<sup>e</sup> siècle, était en fait un parfait reflet d'aujourd'hui ». Sa mise en scène... virtuose. La direction d'acteurs... un enchantement !

Le Grand Prix du jury est allé à *Freud quitte la maison*, film suédois de Susanne Bier. L'acteur principal du *Garde du Corps* y joue le frère homosexuel de Freud... La jeune fille qui n'arrive pas à quitter sa mère... Maison et angoisses familiales. Nous assistons à un défilé de clichés : mère juive possessive ; l'oncle fourbe ; le père lâche...

Alors que dans *Le garde du corps* chaque individu est habité par des sentiments contradictoires, que chaque individu déploie son âme à multiples facettes, fait face au désir et à la déstabilisation qu'il provoque... Freud et sa famille semble ignorer la profondeur des êtres. Elle se limite à la dénonciation et au dévouement.

Le sujet le plus étonnant était traité par une Bulgare, née en 1956, Julia Kancheva. Son long métrage documentaire est un long entretien avec Milena (pas celle à qui Kafka écrivait...), *ghost-writer* (1) des discours de Vladimir Jivkov, fils du dictateur Todor Jivkov. Sa fierté de lui avoir écrit de « beaux discours » revient à plusieurs reprises. Elle a fréquenté un lycée français, aime Prévert et la chanson et n'a jamais été membre du Parti communiste. Son salaire : moins que le chauffeur. La désapprobation générale, dont elle est objet, maintenant, lui pèse, la rend amère. La documentariste la filme dans son quotidien, ne la juge jamais. Nous assistons à l'entretien d'une amie avec une amie. Notre réflexion est ainsi stimulée, reste indépendante.

Heike Hurst pour « *Fonds au noir* »

(1) NdR : « Nègre », en français.

« Mots et Musiques » & Radio Libertaire (89.4 FM) présentent

Lundi 25 mai, 20 h 30 :

Gilles Servat

Prix des places : 90 F et 70 F.

Mardi 26 mai, 20 h 30 :

France Valmore

Prix des places : 80 F et 60 F.

Lundi 22 juin : Serge Utgé-Royo

Lundi 6 juillet, à 20 h :

la première fête de « Mots et Musiques »

avec :

Sara Alexander, Bévinde, Claire Fabienne, Elkoubi, Elisabeth et Guimou de la Tronche, Chantal Grimm, Machon, Sabine Viret, Marie-Josée Vilar, Marc Robine et Serge Utgé-Royo.

Théâtre Clavel

3, rue Clavel (M<sup>o</sup> Pyrénées), 75019 Paris.

Tél. : 42.38.22.58 - Réservations au : 43.84.70.04



**R**ENDEZ-VOUS

**GRENOBLE**  
Outre la permanence du samedi après-midi au 102, rue d'Alembert à laquelle collabore le groupe FA Jules-Vallès dans le cadre du CDESI, on peut contacter ledit groupe FA en écrivant à l'AGDIR, BP 161, 38240 Meylan.

**LILLE**  
Le groupe Humeurs Noires anime chaque samedi de 19 h à 20 h son émission sur Radio Campus (91.4 FM). Au programme : des chroniques, des invités, des informations, une revue de la presse libertaire. Permanence à partir de 19 h, tous les mercredis à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet, Lille. Le groupe Humeurs Noires vend le Monde libertaire :  
- table de presse le mercredi de 11 h 30 à 14 h dans le hall de l'université de Lille III (Pont-de-Bois);  
- table de presse le jeudi de 11 h 30 à 13 h 30 dans le bâtiment M1 de l'université de Lille I (cité scientifique)  
- le vendredi de 17 h à 18 h 30 devant la gare de Lille;  
- le samedi de 12 h à 13 h devant les lycées Pasteur, Faidherbe ou Baggio (variable selon les semaines);  
- le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 sur le marché de Wazemmes (derrière l'église).

**NANCY**  
Pour contacter le groupe Jean-Roger-Caussimon, écrivez au CRES, BP 47, 88130 Charmes.

**NICE**  
Le groupe FA tient deux permanences : mercredi et samedi de 15 h à 18 h, à l'ADCL, 8, rue Richelmi, quartier Riquier, 06000 Nice.

**SAINTE**  
Le groupe Michel-Bakounine et l'association libertaire « Avis de tempête » organisent une réunion publique le mardi 19 mai à 20 h 30, salle Saintonge à Saintes, sur le thème : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? ».

**SIGNES**  
Le groupe Région-toulonnaise tiendra un stand à la 4<sup>e</sup> Foire biologique de Signes (Var), qui se déroulera le dimanche 7 juin de 8 h à 19 h. Au programme : spectacles, conférences, bouffe, buvette et nombreux stands. Entrée libre.

**P**ARUTIONS

**BANDEAUX « LISEZ LE MONDE LIBERTAIRE »**  
Le groupe de Dieppe a édité 10 000 bandeaux, avec caractères noirs imprimés sur fond orange, sur le thème : « Lisez le Monde libertaire ». Ces bandeaux sont en vente au prix de 80 centimes l'unité pour des commandes inférieures à 250 exemplaires (attention, aucune commande en dessous de 50 exemplaires). Des lots de 250 bandeaux sont vendus au prix global de 140 F (port compris). Les chèques sont à libeller à l'ordre de l'APEL, BP 1042, 76205 Dieppe cedex.

Outre le groupe de Dieppe, la librairie du Monde Libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris) assure la vente de 7000 de ces bandeaux.

**TEE-SHIRTS**  
Le groupe Région-toulonnaise a édité des tee-shirts (tailles : M, L, XL, XXL) : un « A » cerclé noir (sur maillot blanc) ; un globe d'où émerge un « A » (noir sur fond blanc) ; une étoile noire (sur fond blanc) ; deux enfants s'embrassant + « A » cerclé (rouge et noir sur maillot blanc) ; le kid (Chaplin) + « A » cerclé (rouge et noir sur maillot blanc).

Prix à l'unité : 60 F, ou bien 50 F pièce à partir de 5 exemplaires (port compris). Les chèques sont à adresser à l'ordre du CECL, CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer.

DANS LE NORD DE LA FRANCE

# Onze radios associatives se fédèrent

C'est à la veille de la redistribution des fréquences de la bande FM par le Conseil supérieur de l'audiovisuel que la Fédération des radios associatives du nord de la France a vu le jour. Cette naissance est aussi, en quelque sorte, la contribution concrète des radios associatives du nord au dixième anniversaire de la bande FM, et s'impose face aux difficultés d'assurer le maintien d'un paysage radiophonique harmonieux et pluraliste.

**L**ES RADIOS fondatrices de cette fédération sont au nombre de onze (sur un total de 24 radios implantées dans le nord de la France), et sont structurées en association « loi 1901 ». Pour le département du Nord, nous trouvons comme associées : Radio Boomerang, Radio Canal Sambre, Radio Cité Vauban, Radio Horizon, Radio Rencontre, Radio Pastel, Radio Pacot, Radio Uylenspiegel et Radio Campus (initiatrice du projet). Pour le Pas-de-Calais, la Fédération est composée par Radio Loisirs et Radio PFM. Et, à ce jour, d'autres radios associatives ont demandé leur adhésion.

Pour expliquer les objectifs de cette fédération, il nous suffit tout simplement d'écouter les propos de son président, René Lavergne : « Notre ambition est bien sûr de regrouper, au-delà de leurs spécificités ou de leurs divergences, l'ensemble des radios associatives du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne. Par ailleurs, la dynamique de la Fédération est lancée, et notre initiative semble déjà avoir reçu un accueil très favorable de l'ensemble de nos partenaires régionaux. Nous avons commencé à développer nos rapports avec le Fonds d'aide et le Comité technique radiophonique (CTR) qui vient d'être mis en place dans notre région. La Fédération a également été présentée auprès des diverses administrations décentralisées : la Direction régionale des affaires cul-

turelles (DRAF), le Rectorat, la Direction régionale de jeunesse et sport (DRJS), la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales (DRASS), ainsi qu'aux collectivités régionales et départementales.

Si le secteur des radios associatives non commerciales a connu un développement très important au début des années 1980, l'évolution de la situation de la FM s'est faite au détriment des radios de communication sociale et culturelle. Parmi les causes

Si on ne peut demander aux radios associatives d'assurer un réel professionnalisme avec un budget souvent inférieur aux charges de quelques emplois, certaines d'entre elles ont néanmoins su faire participer de nombreuses personnes à leur fonctionnement, développer des projets culturels originaux, et obtenir un partenariat local ou régional leur permettant de se développer.

Dans une société de plus en plus individualiste et éclatée, où le nombre d'exclus s'accroît, les radios associatives participent de manière non négligeable au maintien et au développement de la convivialité, si nécessaire dans les quartiers et les communes de nos régions.

Contrairement aux radios commerciales qui adressent un produit aseptisé à un public standard, les radios

associatives captées en un point donné de la région est largement inférieur à celui des radios d'autres formats que l'on peut entendre. Dans ces conditions, comment s'exerce la liberté du choix et le pluralisme de l'expression que les citoyens attendent du pays des droits de l'homme ?

Notre fédération a pour objet de redonner à la radio sa vocation première : la communication sociale et culturelle. Elle veillera à ce que le respect des équilibres soit assuré, notamment en terme de couverture d'émission par types de radios.

Indépendante des fédérations nationales, trop souvent prétextées à des jeux de rôles nombrilistes et stériles, nous avons l'ambition de rassembler l'ensemble du secteur, et d'apporter notre expérience dans un esprit constructif aux radios en difficulté, aux nouveaux projets, et à l'ensemble des partenaires et institutions concernées.

Dans la fosse aux lions, composée des radios privées et des réseaux publicitaires de la bande FM du nord, on ne peut qu'espérer que la Fédération des radios alternatives du nord de la France s'impose comme une véritable force d'opposition à la loi du fric. Pour que la bande FM redevienne ce que les pionniers, comme Radio Campus, avaient créé avant 1981 : un espace de liberté, d'association et d'épanouissement pour les individus.

Claude Cotton  
(gr. Humeurs Noires - Lille)

« Le pluralisme doit être assuré dans toutes les régions. Cette diversité, propre aux radios libres de 1981, est de plus en plus menacée. »

de cette évolution peu favorable à la liberté d'expression, nous considérons que l'autorisation de la publicité, puis des réseaux commerciaux, a été une erreur stratégique irrémédiable. Néanmoins, certains des projets initiaux ont pu survivre et même parfois se développer. Après quelques années noires, le Fonds d'aide a certainement été une bouffée d'oxygène pour les radios associatives rescapées. Il ne suffit bien sûr pas à leur assurer un fonctionnement comparable à ce que devrait être celui d'une radio professionnelle. La plupart des radios associatives n'ont d'ailleurs jamais envisagé de le devenir.

associatives prennent en compte les personnes dans ce qu'elles ont de plus spécifique, et de plus vrai. En redonnant un sens à la parole, elles tendent à redonner à l'homme sa dimension entière, contribuant ainsi à son épanouissement.

Seule la multiplicité des radios d'expression peut justifier la privatisation du patrimoine hertzien. Le pluralisme doit être assuré dans toutes les régions. Cette diversité, propre aux radios libres de 1981, est de plus en plus menacée.

Ce déséquilibre se manifeste en effet dans notre région de façon criante : le nombre de radios associa-

**Journée libertaire organisée par la FA de Lyon**  
Samedi 23 mai, de 13 h à 23 h  
CCO, 39, rue Courteline 69100 Villeurbanne

- 14 h : présentation ;
- 15 h - 17 h : trois tables rondes sur la situation internationale (Amérique latine, Pays de l'Est et Rapports Nord-Sud) ;
- 17 h 30 - 19 h 30 : deux tables rondes sur la situation en France (IVG, contraception, lutte des femmes et Vers une nouvelle citoyenneté) ;
- 20 h : meeting sur le thème : « Quelle alternative aujourd'hui ? » ;
- 21 h : concert.

Crèche, buvette, stands librairie, exposition sur l'Espagne 36/39, projection de deux vidéos : « Un autre futur » (Espagne 36/39) et « L'Irak après la guerre » (regard sur l'embargo économique).

PAF : 50 F & 30 F (chômeurs, lycéens).

Billets vendus à La Plume Noire, 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : 72.00.94.10.

**SOMMAIRE**

- PAGE 1 : L'enfer du stade (suite p. 3), Ex-Yougoslavie : les pacifistes contre l'hystérie nationaliste meurtrière (suite p. 6), Editio : Battage.
- PAGE 2 : Antiséxisme : quel intérêt ?
- PAGE 3 : L'enfer du stade (suite de la « une »), SIDA : un plan d'urgence pour les hôpitaux, Lettre ouverte à « National-Hebdo » à propos d'Henry Pouillaille.
- PAGE 4 : Associations, ANPE : le sabre et le goupillon, Nouvelles du front, Enfin des masques de bandits (billet d'humeur).
- PAGE 5 : La Croix-Noire anarchiste en France (II), De Los Angeles à Mantes-la-Jolie la crise est partout la même.
- PAGE 6 : Ex-Yougoslavie : les pacifistes contre l'hystérie nationaliste meurtrière (suite de la « une »). La Rote Flore de Hambourg.
- PAGE 7 : Ciné sélection : du cœur et du corps... le 14<sup>e</sup> Festival de films de femmes de Créteil, La littérature scandinave, L'Esperanto.
- PAGE 8 : Onze radios associatives se fédèrent, Infos FA.

**Le dessin de la semaine**

LES CHÔMEURS BOUDENT LA FÊTE DU TRAVAIL

